

Recueilli par Céline Hoyeau et Héloïse de Neuville

Publié le 16 septembre 2025

ENTRETIEN EXCLUSIF - Élu à la tête de la Conférence des évêques de France au printemps, le [cardinal Jean-Marc Aveline](#), archevêque de Marseille, a accordé un entretien à *La Croix* pour dessiner ses priorités pour l'Église de France. Une institution qui doit, selon lui, sortir de l'obsession de sa survie pour réparer les fractures de la société française.

Est-ce cette conviction qui a motivé votre intervention inédite, cet été, après la décision de l'archevêque de Toulouse de nommer comme chancelier un prêtre anciennement condamné pour viol sur mineur ?

Card. J.-M. A. : Je ne suis pas le président des évêques. Chaque évêque est libre chez lui. Mais sur cette affaire, [nous avons entendu le peuple de Dieu](#), qui se trompe rarement dans son flair. Et de fait, la miséricorde ne se décrète pas. Il n'y a qu'avec la personne qui a été victime de l'injustice que l'on peut réfléchir à la manière dont la miséricorde peut advenir. Nous devons continuer de travailler sur le lien entre ces deux impératifs évangéliques, de justice et de miséricorde.

Aujourd'hui, l'organisation de l'Église – le nombre de paroisses, de diocèses... – n'est plus adaptée au nombre de prêtres et aux moyens financiers dont elle dispose. Allez-vous réformer cette organisation ?

Card. J.-M. A. : Il y a des défis, notamment dans les zones rurales, mais je ne suis pas sûr que les recettes soient simplement de fusionner ce qui peut l'être. Certes, on peut mutualiser des moyens, et il nous faudra sans doute avoir le courage de prendre des décisions difficiles. Toutefois, mon expérience est que, lorsqu'on néglige la proximité, on perd beaucoup. Parce que la signature de Dieu dans sa révélation, du point de vue théologique, c'est sa proximité. Donc, que ce soit par le ministère ordonné ou par d'autres ministères, il faut à tout prix conserver une proximité. Il s'agit, pour l'Église, de s'ajuster au geste de Dieu, et c'est bien autre chose, pour l'Église, que de se préoccuper de sa propre survie institutionnelle.

Comment voyez-vous l'évolution de l'Église de France dans le contexte de sécularisation ?

Card. J.-M. A. : Je me suis aperçu récemment que le regard sur l'Église de France a changé à Rome. Autrefois, on nous regardait de haut en se demandant : « Comment se fait-il qu'ils résistent si mal à la sécularisation ? » Aujourd'hui, alors que d'autres Églises partout dans le monde affrontent le même phénomène, la tendance s'est inversée. On nous demande plutôt : « Comment avez-vous fait pour tenir ? »

Cette évolution nous donne une responsabilité particulière : comprendre la mission de l'Église qui est de servir l'amour de Dieu pour le monde, d'être présente sur les lignes de fracture, mais toujours au service. Je reprends une phrase entendue à la maison médicale Jeanne-Garnier, lors d'une visite récente : « *Pour nous, le problème n'est pas de gérer la fin de vie, mais d'entretenir le goût de vivre jusqu'au bout.* » Voilà une excellente compréhension de la mission de l'Église : se préoccuper avant tout de la contribution qu'elle peut apporter, grâce à sa foi, aux grands défis de la société.

Comment analysez-vous la vague de jeunes adultes qui demandent à recevoir le baptême ? Pour certains, c'est un « printemps de l'Église ». Pour d'autres, c'est la queue de comète de la sécularisation qui n'enraye en rien la déchristianisation...

Card. J.-M. A. : Ces jeunes-là sont arrivés par des chemins que nous, évêques, n'avions pas balisés. Nous avons certes préparé la porte d'entrée, mais beaucoup sont arrivés par la fenêtre. C'est, pour nous, une grande responsabilité. D'autant plus redoutable, si je puis dire, qu'on ne l'a pas vraiment vu venir.

Nous avons un train de retard par rapport à l'Esprit saint. Le défi, c'est l'après-baptême. Ces jeunes découvrent le Christ mais ne connaissent pas encore l'Église. C'est l'inverse de ma génération, qui avait baigné dans l'Église avant de découvrir personnellement le Christ. Les évêques d'Île-de-France ont décidé de réunir [un concile provincial sur le sujet](#). À Marseille, nous avons créé un service de néophytat. D'autres diocèses prennent d'autres initiatives. Il faut inventer des accompagnements sur plusieurs années. Cela fait partie des chantiers prioritaires.

Parmi ces catéchumènes, une partie invoque une recherche d'identité. Comment percevez-vous cette recherche identitaire à travers la foi chrétienne ?

Card. J.-M. A. : Je ne méprise pas ce besoin, parce qu'il est aussi le résultat d'une déstructuration, d'une absence complète de repères. Mais je me méfie des démarches identitaires, parce que j'ai trop vu les dérives qu'elles peuvent entraîner. L'impératif de la communion est le socle de la foi chrétienne. Pour qu'il y ait communion, il faut certes que chacun sache d'où il vient, qu'il puisse puiser dans sa culture, ses racines. Mais une identité sans souci de communion est potentiellement dangereuse.

Que répondez-vous aux nombreux jeunes prêtres qui souhaitent porter la soutane et aux fidèles attachés à la messe selon l'ancien rite ?

Card. J.-M. A. : Sur la soutane, je dis aux jeunes prêtres comme aux anciens que c'est le même désir missionnaire qui s'exprime, adapté à son époque. Quand nos prédécesseurs ont quitté la soutane, c'était pour se rapprocher des gens, dans une société où la religion était bien établie. Aujourd'hui, dans une époque où la religion est devenue très diffuse, il peut falloir montrer qu'elle existe et qu'on peut s'adresser à des personnes identifiables.

Pour la question traditionaliste, dans toute recherche spirituelle – de sacré, de silence, de beauté –, il y a quelque chose de bon qui mérite d'être honoré. Le pape François voulait éviter que ce désir spirituel légitime ne se paie au prix d'un écart avec la communion de l'Église. Ce qui l'inquiétait, c'était moins la question liturgique que le risque de perdre le lien avec la grande Tradition de l'Église, dans laquelle s'inscrit le concile Vatican II. La séquence n'a pas été très lisible, j'en conviens. Mon rôle est d'accueillir et d'accompagner ces aspirations tout en les protégeant de ce qui pourrait éloigner de la communion ecclésiale et donc, finalement, affaiblir la foi.

Quel rôle l'Église doit-elle jouer face à la crise sociale actuelle ?

Card. J.-M. A. : Cette inquiétude sociale, cette colère, l'instabilité générale m'inquiètent car « ça peut partir » rapidement. Je sens des attentes envers l'Église, notamment chez les jeunes de 16-17 ans qui perçoivent cette fragilité et cherchent des bases plus solides.

Ce qui transforme le plus [les jeunes chrétiens engagés](#) dans les quartiers de Marseille, c'est le lien entre l'entretien du meilleur d'eux-mêmes et le service des plus démunis, accompagné d'une vie communautaire et de prière. Ils arrivent avec de la générosité – c'est un trésor, mais insuffisant. Si le service ne transforme pas celui qui le rend, le travail n'est pas terminé. Je leur demande souvent : « *Qu'est-ce que ça change d'être chrétien dans ta façon de vivre ? Qu'est-ce que tu fais maintenant que tu ne faisais pas avant ?* » L'effectivité sociale est l'un des meilleurs critères de l'engagement croyant.

Cette année, l'Église célèbre les 60 ans de *Nostra aetate*, texte qui mit fin à des siècles de théologie marquée par l'antijudaïsme chrétien. Comment ce texte conciliaire éclaire-t-il les enjeux identitaires d'aujourd'hui ?

Card. J.-M. A. : Les textes de Vatican II sont encore loin d'être pleinement intégrés. *Nostra aetate* a obligé l'Église à prendre conscience que pour qu'elle puisse décliner son identité, il fallait qu'elle fasse référence à une altérité juive, et qu'elle n'était chrétienne que greffée sur l'olivier de la foi juive. Cela fait partie des choses qu'il faut faire passer, qui ne sont pas encore tout à fait passées.